

# Lumumba sans Lumumba

Par Michel CLAIRET



(Associated Press)

Chaque jour qui passe nous amène sa moisson d'informations sur le Congo. Cocasses parfois, dramatiques plus souvent, elles laissent l'impression que ce vaste pays est en proie à une effroyable anarchie. On a imputé cette évolution à la Belgique en disant qu'elle n'avait pas préparé l'indépendance congolaise. C'est faux. Tout était en place, au contraire... pour que l'ancienne colonie éclate en une poussière d'impuissantes républiques ; pour que des mentors belges fassent la loi au sein de complaisants ministricules ; pour que le peuple congolais demeure ce qu'il était : un troupeau de manœuvres et d'employés modèles, docilement voués à l'enrichissement des aristocrates du Brabant et du Hainaut, à la prospérité de la haute finance bruxelloise et à la curiosité des anthropologues.

Mais voici ce qu'il advint :

**J**ANVIER 1960. Une conférence réunit à Bruxelles les spécialistes belges des problèmes congolais et les leaders nationalistes de ce pays. Au programme : les étapes, la forme, la date de l'indépendance qui sera accordée à la colonie. Ce n'est pas de gaîté de cœur que les Belges se sont résignés à cette perspective. Voilà 75 ans qu'ils « administrent » le Congo.

Et le Congo — il faut bien en avoir conscience pour comprendre la fureur des passions qu'il déchaînera — c'est de l'or en barres. De l'or, oui, et même bien mieux : du cuivre dont il est le sixième producteur mondial, de l'étain (quatrième rang dans le monde), des diamants (deuxième rang) et surtout de l'uranium dont le Katanga est de loin le premier fournisseur de la planète. Nous passons sur la houille, le plomb, le zinc, le manganèse et les bons dividendes que commencent à fournir les plantations de palmiers à huile et d'hévéas.

## Les « pupilles » de l'administration belge

Tout a été prévu pour que cette exploitation, commencée au siècle dernier dans l'horreur du *travail forcé* sous *peine de mort* et perpétuée dans un climat de « charité » hautaine, prudente, froide, raciste, continue encore longtemps. En 1960, les Congolais (nos « pupilles », aiment à les appeler certains administrateurs) n'ont que dix-sept licenciés d'université. Le premier docteur indigène ne sera diplômé qu'en 1961, s'il réussit à ses derniers examens. Dans l'armée belge, leurs deux plus haut gradés sont adjudants. En un mot, pas d'élite, donc incapacité radicale des Congolais à se gouverner eux-mêmes, donc longue prospérité encore pour le trust paternaliste de l'Union Minière.

Malheureusement, le tourbillon de revendications politiques qui balaye le tiers-monde

n'épargne pas le Congo et les « pupilles », peu reconnaissants de certains mouvements de générosité (ne leur a-t-on pas accordé, en 1958, le droit de se promener dans les quartiers européens de Léopoldville ?) se groupent en mouvements nationalistes. Répression. Pendaions. Nids de mitrailleuses sur les terrasses... Les sabotages, les attentats se multiplient.

## Le « Roi Kasa » et « Tiroir-Caisse » contre l'intransigeant M. Lumumba

L'exemple de l'Algérie que 500 000 soldats français ne parviennent pas à pacifier à deux heures d'avion de Marseille est riche d'enseignements en ce domaine : Bruxelles, en apparence, se résigne.

Il était, hélas, facile à la Belgique de diviser pour continuer à régner. Quel notable n'est pas nationaliste quand il a des raisons d'espérer se tailler un petit royaume ? Tel était le cas de M. Kasavubu, le « roi Kasa » pour ses fidèles du Bas Congo. Sous couleur de fédéralisme, cet ancien séminariste onctueux, prudent, madré, rêvait surtout de ressusciter un état à l'embouchure du fleuve, puis de faire sécession. Tel était le cas aussi de M. Tschombé, au Katanga. Un intellectuel rompu aux questions financières, celui-là. Lié à l'*Union Minière*. Président de la Chambre de Commerce d'Elisabethville. Du prestige puisqu'apparenté étroitement à des chefs coutumiers. Ce n'est pourtant pas par sympathie (comme on l'a fait croire) que ses concitoyens l'ont surnommé « M. Tiroir-Caisse », mais bien par une amère ironie.

Restait le plus important des partis nationalistes, le M.N.C. (*Mouvement national congolais*), qui avait des ramifications dans le pays tout entier. A sa tête, un politicien filiforme de 36 ans, portant barbiche et lunettes : M. Patrice Lumumba. Des défauts, c'est certain, à commencer par une terrible intransigeance et une brutalité extrême dans la parole comme dans l'action. « *Qui pourrait oublier les pendaions ?* » clamera-t-il à la face du roi Beaudouin en pleine séance solennelle du Parlement congolais, lors des cérémonies de l'indépendance. Mais, incontestablement, c'est de loin la meilleure tête politique du Congo congolais. Bien avant

la conférence de 1960, il a compris qu'il faudrait rapidement dépasser le stade de l'indépendance politique et se battre pour une indépendance économique. En attendant, contre les « séparatistes » qui camouflent leurs visées en préconisant un Congo fédéraliste, *il est l'homme du Congo unitaire et centralisé*. Il sait qu'aucune des cinq provinces qui constituent le pays, si ce n'est le Katanga, n'est à elle seule économiquement viable. Il discerne les intentions de la Belgique qui s'efforce de favoriser les forces centrifuges afin, précisément, de se maintenir à la faveur d'indépendances mort-nées.

Les Belges, qui l'ont libéré d'une geôle de Léopoldville afin qu'il assiste à la fin de la conférence, le croient isolé. De fait, ils lui ont déjà ravi plusieurs de ses compagnons, dont Albert Kalondji, le leader des Balubas du Kasai, venu lui aussi au « fédéralisme » après qu'un bref séjour en prison l'ait conduit à une appréciation plus raisonnable de la situation... Et puis, pense-t-on à Bruxelles, Patrice Lumumba, populaire surtout dans la province orientale dont il est originaire, pourra bien se contenter d'y régner de son côté après l'inévitable éclatement.

## Un Fidel Castro congolais

JUIN 1960. L'indépendance est proclamée. Tandis que des mutineries imprévues éclatent dans l'armée congolaise, M. Tschombé se prête bien volontiers à la farce qui avait été préparée après avoir mis les derniers détails au point dans le salon d'un colon européen. Il s'en va proclamer l'indépendance du Katanga sur les antennes de la station de radio de la mission catholique belge d'Elisabethville. *Dix-neuf députés katangais seulement sur soixante-neuf admettent cette décision...* Qu'importe ?... les paras belges sont encore là et, d'ailleurs le morcellement doit continuer. De fait, M. Kalondji ne tarde pas à proclamer à son tour l'indépendance de « l'Etat minier du Sud Kasai » (l'adjectif précise assez bien les sources de l'inspiration de M Kalondji).

Mais quelqu'un ne joue pas le jeu : Premier ministre, M. Lumumba ameute l'opinion internationale, réclame, — et obtient — l'arrivée des « Casques bleus ». Il veut défendre, par tous les moyens, l'unité de la nouvelle République. Très vite, d'ailleurs, les thèmes qu'il développe, les mesures qu'il prend le font apparaître comme une manière de Fidel Castro congolais. Là, où malgré la confusion générale, il sait qu'il a le plus de chances d'être suivi, en province orientale, il décide la suppression des chefferies

traditionnelles, leur remplacement par des municipalités élues, et « *la mobilisation économique du peuple* » qui doit se traduire par *la création de coopératives de production, par l'emploi de chômeurs pour des travaux de première urgence et par la création d'industries de transformation*. Il devient l'homme à abattre.

C'est alors qu'entre en scène — nous sommes le 14 Septembre — le colonel Mobutu. M. Kasavubu, président de la République, ayant échoué dans sa tentative de « limoger » le premier ministre, c'est le colonel — 30 ans, barrettes venues avec l'indépendance, de la prestance, mais des idées confuses — qui s'en charge. Officiellement, il neutralise pour trois mois et demi les forces politiques et confie le pouvoir à un collège d'étudiants promus hauts-commissaires. Derrière chaque étudiant, il y a un conseiller belge. En fait de neutralisation, le Parlement, (« plutôt « lumumbiste ») est mis en congé, M. Lumumba, protégé par les « Casques bleus », est virtuellement prisonnier dans sa résidence officielle, mais M. Kasavubu, lui, continue à agir le plus librement du monde. On connaît la suite, qui est plus récente : l'échec de la tentative d'évasion de M. Lumumba et son arrestation par les hommes du colonel Mobutu.

Les réactions internationales ne tardent pas. Le prestige de M. Lumumba est solide en Afrique, surtout chez les politiciens les plus acharnés à affranchir leurs pays des relents du néo-colonialisme, fût-ce au prix de dramatiques expériences internes et d'acrobatiques alliances sur le plan international (il serait bien faux, en tout cas, de les croire, et de croire M. Lumumba lui-même, disposés à aliéner leur indépendance au profit du bloc communiste). Donc, la R.A.U. saisit les avoirs belges, le Ghana rompt avec Bruxelles et la crise latente qui existait déjà au sein de la force internationale s'aggrave.

## **Garnisons et Provinces se rallient : le « lumumbisme » progresse**

Au Congo, même apparemment en proie à tant de menées contradictoires (mais nous

avons vu combien les plus graves ont été concertées), le « lumumbisme » progresse à grands pas depuis que M. Lumumba se trouve confiné dans une cellule du camp de Thysville : Dès son arrestation, un groupe de fidèles de la première heure animé par M. Gizenga a pris, en son nom, la relève dans la province orientale. Ce n'était pas bien difficile, cette province lui étant entièrement dévouée. Les garnisons du Kivu n'ont pas tardé à se rallier à ce gouvernement, *considéré comme seul légal par de nombreux pays*. A vrai dire, l'échec d'un coup monté ouvertement par le colonel Mobutu et ses conseillers y a bien favorisé les choses. En effet, les autorités du territoire demeuré sous tutelle belge du Ruanda-Urundi n'ont pas hésité à livrer passage ( et même à convoier) des soldats du colonel partis « relever » la garnison de Bukavu. Le résultat fut piteux : accueillis à coups de fusil par les sentinelles « lumumbistes », certains des assaillants se débandèrent, d'autres se rallièrent. Le lendemain, 4 janvier, un employé du gouvernement Gizenga, M. Kashamura, arrivait à Bukavu.

Sur ces entrefaites, deux autres politiciens partisans de M. Lumumba, MM. Ilunga et Mwanba, prenaient position avec un détachement venu de la province orientale, à Manono, dans le Nord Katanga, et y fondaient la province du « Luluaba ». Ils font maintenant peser une menace directe sur le régime de M. Tschombé. Celui-ci a réagi par un bombardement aérien car il est un fait que l'« Etat du Katanga » dispose d'une « aviation militaire ». L'un des avions a du reste essuyé des coups de feu, et l'un de ses occupants a péri : le commandant (belge bien entendu) René Vandamme... Naturellement, il faisait partie des forces normales d'encadrement et le gouvernement belge ne facilite nullement, ainsi qu'il l'a précisé en septembre, le recrutement en métropole de volontaires désireux de servir dans les troupes de choc de M. Tschombé.

Au nouveau domaine lumumbiste, il convient encore d'ajouter le Nord Kasai, dont le gouvernement s'est rallié à celui de la province orientale. La pression est forte, également, dans la province de l'Equateur, dont la capitale, Coquilhatville est à son tour menacée. Enfin, il n'est pas jusqu'à la province de Léopoldville où une forte agitation ne soit signalée.

Les agents des trusts miniers belges auront bien du mal, tôt ou tard, à empêcher leurs « protégés » de faire la culbute. Il est permis de croire, en tout cas, qu'ils ne restent pas inactifs.